



# COMMUNIQUÉ

## DE WOMEN7 2025

**Le présent communiqué est destiné aux dirigeants du G7, aux ministres et aux décisionnaires. Il prend appui sur les communiqués de Women7 (W7) des sept dernières années<sup>1</sup>, les renforce et inclut des mises à jour effectuées par des militant-e-s du monde entier.**

**Nous invitons des organisations du monde entier à y apposer leur signature.**

**La version définitive du communiqué et les signatures seront présentées au gouvernement du Canada et remises aux autres dirigeants et représentants du G7.**

Les problèmes auxquels fait face le monde d'aujourd'hui sont immenses et urgents. Le moment est venu pour les dirigeants du G7 de s'engager et d'agir.

Les inégalités de revenu à l'échelle mondiale continuent de s'intensifier. En 2024, la richesse des milliardaires a augmenté de 2,8 billions USD; les pays du Sud continuent de perdre 30 millions USD à l'heure aux mains du 1 % des pays les plus riches du Nord. Le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté aujourd'hui est identique à ce qu'il était en 1990 (3,5 milliards) et une femme sur dix au monde vit au monde dans l'extrême pauvreté.

Les dépenses militaires continuent d'augmenter (plus de 2,443 milliards USD en 2023) et les conflits et les guerres d'agression se sont multipliés au cours de la dernière année. Une colère féroce et grandissante gronde en raison de l'inaction et, dans de nombreux cas, de la complicité des pays du G7 avec les génocides documentés en Palestine et au Soudan ainsi qu'à cause de la destruction et de la violation accrues des droits humains en Afghanistan, en République démocratique du Congo, en Haïti, au Myanmar et ailleurs au monde. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie continue d'avoir des répercussions dans le monde entier.

L'an 2024 marque l'année la plus chaude jamais enregistrée. Selon les scientifiques, l'humanité a maintenant franchi six des grandes limites de la planète. Néanmoins, les accords internationaux pour contrer la catastrophe climatique sont bien en deçà de ce qu'il faut faire. Les manifestations pour la protection de l'environnement peuvent entraîner la mort. Selon *Global Witness*, plus de 2100 personnes qui défendent les droits fonciers et environnementaux ont été tuées à travers le monde de 2012 à 2023.

<sup>1</sup> Italie (2024), Japon (2023), Allemagne (2022), Royaume-Uni (2021), France (2019), Canada (2018)

Nous avons comme point de départ le grand objectif de réaliser, de protéger, de promouvoir et de respecter les droits humains universels. Reconnaisant l'existence de nombreux féminismes, nous embrassons la pleine diversité des femmes, incluant les femmes des communautés autochtones, noires et racisées, des communautés aux premières lignes du changement climatique, des femmes qui ont des handicaps visibles ou cachés, qui vivent dans des territoires occupés et colonisés, des femmes migrantes et immigrantes, des femmes réfugiées et apatrides, des travailleuses du sexe, des personnes non binaires, trans et non conformes au genre et des femmes trans. Nous répondons aux priorités et poursuivons les objectifs de tous les groupes d'âge et nous mettons en relief les contributions importantes des jeunes femmes. Nous défendons de façon explicite et avec fierté les droits de toutes les personnes sans égard à leur genre ou leur orientation sexuelle étant donné que les luttes pour la justice de genre et l'égalité entre les sexes s'entrecroisent toutes.

Nous avons pour but de démanteler les structures enracinées dans la suprématie blanche, le colonialisme, le capitalisme néolibéral, le militarisme, l'hétéronormativité, les fondamentalismes et le patriarcat qui détruisent notre planète, nos vies, nos corps, nos mouvements et notre dignité. Nous visons à construire un monde plus pacifique, juste, équitable, durable, habitable et joyeux centré sur des principes féministes de libération, droits humains universels, justice de genre, soins individuels et collectifs, justice réparatrice, équilibre écologique et reddition de comptes.

La croissance des mouvements fascistes et des gouvernements de droite à travers le monde nous préoccupe vivement. Les attaques contre les personnes migrantes, les personnes LGBTIQ et les personnes qui défendent des droits se marient aux compressions dans les services publics ainsi qu'aux limites grandissantes imposées à l'organisation dans la société civile et à la contestation afin de créer un refroidissement des politiques comme nul autre. Des lois ont été instrumentalisées afin de séquestrer les personnes qui défendent les droits humains des femmes (WHRD) et les protestataires en procédant à de fausses accusations, à des arrestations et des détentions arbitraires ainsi qu'à l'exécution extrajudiciaire des contestataires dans le but d'écraser les mouvements populaires.

Dans ce contexte, le progrès au chapitre des droits humains des femmes et de l'égalité entre les sexes s'est arrêté. Comme l'a **noté** le secrétaire général des Nations Unies le 10 mars dernier : « Les droits des femmes sont en état de siège. Le poison du patriarcat est de retour, et il revient en force ».

Aucun pays n'est en voie d'atteindre l'égalité entre les sexes d'ici 2030 et si la tendance actuelle se maintient, l'égalité entre les sexes ne sera pas réalisée dans le monde avant le 22e siècle.. De 2019 à 2022, près de 40 % des pays – où vivent plus d'un milliard de femmes et de filles – **ont fait du surplace ou régressé** dans le domaine de l'égalité des genres. Suivant une année où près de la moitié de la population mondiale a voté lors d'élections nationales, **27 nouveaux parlements** comptent moins de femmes que dans le passé. Une femme ou une jeune fille est **tuée toutes les dix minutes** par son partenaire intime ou un autre membre de sa famille. Trop souvent, les données manquent pour suivre les progrès réalisés et éclairer la prise de décision.

À ce moment-ci, le désespoir n'est pas une option. À travers le monde, des mouvements dynamiques soulèvent un profond espoir – allant de l'élection au Mexique et en Namibie pour la première fois d'une femme à la présidence aux avancées en **matières législatives** pour contrer la violence fondée sur le sexe à **l'accès** à l'avortement dans des conditions sécuritaires à la **fin** des mariages d'enfants ou aux **réformes juridiques** progressistes. Les organisations féministes élaborent des solutions de rechange inclusives, s'opposent aux injustices structurelles et remettent en question certaines normes sociales.

Il est clair que la justice de genre et les droits des femmes entrecroisent les enjeux à l'ordre du jour du G7. **Le renforcement** de la résilience économique exige de porter attention aux écarts qui existent entre les sexes, à **l'infrastructure des soins** et aux obstacles à la participation des femmes au marché du travail. La paix et la stabilité sont **impossibles** sans la mise en œuvre d'un programme ambitieux relatif aux femmes, à la paix et à la sécurité qui donne une place centrale aux aspirations et aux voix de femmes qui militent pour la paix. Les mouvements féministes forts, indépendants et bien dotés en ressources **protègent** et défendent les démocraties.

Nous demandons aux dirigeants du G7 de saisir ce moment pour adopter un ordre du jour transformateur qui garantit les droits humains, respecte la justice de genre et protège l'autonomie physique et la dignité de toutes les femmes, jeunes filles et personnes non binaires.

Ce qui comprend :

- Revoir à la hausse **l'ambition** de porter systématiquement et explicitement attention aux droits humains des femmes, aux droits des personnes LGBTIQ+ et à la problématique de la justice de genre dans toutes les discussions du G7 **et** aborder les priorités en matière d'égalité des sexes en tant que **point essentiel et distinct de l'ordre du jour**. Ce n'est pas « l'un ou l'autre ». Les engagements envers les droits humains des femmes et l'égalité entre les sexes sont une coquille vide si l'analyse et les engagements ne sont pas expressément cohérents dans toutes les discussions importantes, dans les documents et dans les domaines prioritaires.
- Reconnaître que les progrès réalisés en matière de **justice de genre sont nécessaires pour faire face aux défis planétaires d'aujourd'hui**.
- Appuyer la rhétorique par **des engagements, des mesures et l'allocation de ressources** à la fois pécuniaires et non pécuniaires (incluant des ressources pour les mouvements, les organisations et les réseaux féministes)
- Faire preuve de **leadership et de cohérence politique** en s'appuyant sur la justice de genre, les droits humains universels et les libertés fondamentales à **l'échelle nationale et mondialement**. Pour être crédible, il faut de la cohérence dans le domaine des politiques étrangères et nationales.
- Renforcer la collecte de **données désagrégées sur le sexe et l'âge** (et y investir) afin d'effectuer le suivi des changements.

Des recommandations précises dans six domaines destinées aux dirigeants du G7 sont formulées dans l'annexe du présent communiqué : 1) Démocratie et défense des droits humains; 2) Construction d'économies justes et équitables; 3) Justice climatique; 4) Paix et sécurité; 5) Technologies émergentes; et 6) Reddition de comptes et financement. Ces recommandations prennent appui sur des communiqués passés de W7 et contiennent l'apport d'un grand nombre de féministes à travers le monde.

2025 est une année porteuse de grands défis pour le G7 et notre planète. C'est également une année difficile pour les féministes - au sein de mouvements, dans le secteur privé ainsi qu'au sein des gouvernements, des institutions mondiales et des organismes communautaires. Ensemble, faire mieux est possible. Nous demandons au G7 de travailler pour la paix, l'égalité, les droits humains, une planète en santé et la justice pour tous.

# ANNEXE DU COMMUNIQUÉ W7 2025

*Des militantes et militants du monde entier ont contribué à la formulation des présentes recommandations. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de chaque signataire du communiqué principal.*

---

## 1. RENFORCER LA DÉMOCRATIE ET DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS

Les autocrates **ciblent les féministes** et les personnes qui militent en faveur de la justice de genre, ce qui indiquant une démocratie menacée. **Les acteurs dans le monde qui sont contre l'égalité entre les sexes et les droits humains** cherchent à faire reculer des droits humains, exploiter les divisions dans la société et **promouvoir** des positions et des politiques masculinistes, racistes et natalistes. Les attaques flagrantes contre les droits des femmes à travers le monde font ressortir la prévalence à l'échelle mondiale d'un apartheid sexospécifique. Aucun pays n'a atteint l'égalité entre les hommes et les femmes.

La violence sexuelle et fondée sur le genre est un problème mondial pressant auquel il faut s'attaquer de toute urgence. Les abus facilités par l'utilisation des technologies sapent la participation politique des femmes, consolident les normes sociales néfastes et mettent en danger les personnes qui défendent les droits humains des femmes. Par ailleurs, le développement de nouvelles technologies est souvent influencé par des biais patriarcaux. Pour renforcer les démocraties et assurer la reddition de comptes, il est essentiel de prioriser les droits humains et de soutenir les organisations féministes.

### DROITS HUMAINS

- S'engager à assurer l'avancement, la protection et le financement des services et des produits reliés à la santé et aux droits sexuels et génésiques (SDSG) - autant à l'échelle nationale que mondialement.<sup>2</sup>
- Défendre, protéger et promouvoir les droits humains des femmes et des personnes LGBTQ2S de façon constructive, cohérente et non partisane en évitant de tomber dans la polarisation des négociations et des processus internationaux. Pour ce faire, il faut défendre de façon consistante et robuste les droits humains, la justice de genre et les libertés fondamentales dans tous les contextes et ne pas troquer les droits humains en échange d'autres éléments dans les négociations internationales.

<sup>2</sup> Un programme complet d'information et de services sur la SDSR comporte : de l'information complète sur la sexualité et sur les fournitures et les services de contraception (incluant la contraception d'urgence, la prophylaxie post-exposition, les condoms pour hommes et femmes); des soins de grossesse (soins prénataux et postnataux, accouchement assisté par une personne qualifiée, services d'aiguillage, soins obstétriques d'urgence); des services d'avortement sécuritaires et des soins postavortement; l'accès aux technologies reproductives assistées; la prévention, des outils de prévention, le traitement d'infections transmises sexuellement et du VIH; la prévention, des traitements et des soins pour des cancers du système reproductif. Ce type de programme exige : d'élargir l'accès à un éventail de méthodes contraceptives modernes, incluant des méthodes pour les hommes; d'adopter des approches en matière recherche sur la santé et les droits sexuels et génésiques (SDSG) menées par des femmes; de veiller à ce que les initiatives pour fournir des services soient conçues dans le respect du droit à la santé et en fonction des principes d'accessibilité, de disponibilité, d'acceptabilité et de qualité en matière de SDSG; d'appuyer les mouvements, les personnes qui militent localement et les initiatives dirigées par les gouvernements pour améliorer la SDSR - à savoir financer des espaces où élaborer des stratégies, organiser, dialoguer, avoir accès à la justice, prendre parole et rendre des comptes; enfin, d'appuyer l'éducation à la sexualité globale ancrée dans des approches féministes intersectionnelles et fondées sur les droits.

- Financer des mécanismes robustes pour la protection des femmes qui défendent les droits humains, y compris les mesures réparatrices, tels que définis par les personnes concernées.
- Depuis la prise de contrôle des taliban en août 2021, la situation en Afghanistan s'est détériorée de façon dramatique, notamment pour les femmes et les jeunes filles, ainsi que pour les minorités ethniques et religieuses. Nous demandons dans les plus brefs délais une enquête indépendante de l'ONU, en complément et s'ajoutant au mandat de l'actuel Rapporteur spécial sur la situation des droits humains en Afghanistan, qui aura comme fonction précise d'accélérer en toute urgence les interventions internationales pour venir en aide aux femmes, aux jeunes filles et aux personnes LGBTQ2S en Afghanistan.

## VIOLENCE SEXUELLE ET VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE

- À l'échelle nationale, établir (avec la participation significative de divers organismes de défense des droits humains des femmes et d'organisations féministes), financer, rendre compte et évaluer des plans d'action nationaux globaux visant à contrer la violence sexuelle et fondée sur le genre (VSFG). Inclure des dispositions pour assurer le financement durable des organismes communautaires de défense des droits humains des femmes et des organisations féministes.
- À l'échelle nationale, donner suite aux engagements existants. Ce qui comprend mettre en œuvre au Canada le [Plan d'action national pour les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones disparues et assassinées](#)
- À l'échelle mondiale, tripler le financement de l'Aide publique au développement (APD) consenti aux initiatives de lutte contre la violence faite aux femmes.
- Inclure la reconnaissance de la violence sexuelle en période de conflits dans les tous les mécanismes de la justice de transition.
- À l'échelle mondiale et à l'échelle nationale, renforcer les mécanismes de justice pour les personnes survivantes, incluant les victimes de la guerre et de conflits, et faciliter un meilleur accès à ces mécanismes.
- Augmenter les investissements pour lutter contre la violence fondée sur le sexe facilitée par la technologie (cyberviolence), notamment pour donner suite à [l'appel mondial à l'action](#).

## PARTICIPATION ET REPRÉSENTATION

- Adopter des mesures concrètes pour assurer la participation équitable et significative de femmes de tous horizons (en accordant une attention spéciale aux jeunes femmes) à toutes les instances politiques et économiques.
- Soutenir et protéger la présence (représentation et participation) d'organismes de la société civile aux négociations multilatérales internationales (y compris l'accès à l'information).

---

## 2. BÂTIR DES ÉCONOMIES JUSTES ET ÉQUITABLES

Les pays du G7, compte tenu de leurs legs coloniaux, de leur domination économique et de leurs émissions de carbone historiquement élevées, ont une responsabilité unique en ce qui concerne le façonnement de l'économie mondiale. À une époque d'inégalités croissantes, la pauvreté revêt souvent un [visage](#) distinctement féminin – les femmes, les jeunes filles, les personnes de diverses identités de genre sont les plus durement touchées par des contraintes macroéconomiques qui limitent le financement de mesures pour atteindre l'égalité entre les sexes et lutter contre les changements climatiques. Les compressions dans les services publics accessibles et abordables obligent les femmes à cumuler d'autres responsabilités en matière de soins; elles risquent de subir des pertes d'emploi dans le secteur public et de souffrir d'une plus grande vulnérabilité économique. Tout cela mine les efforts pour lutter contre la violence fondée sur le genre et faire progresser l'égalité véritable entre les sexes.

## SOINS

- Prendre appui sur les références précédentes du G7 à l'importance de l'économie des soins et prendre des mesures concrètes pour améliorer les politiques de soins rémunérés et non rémunérés. Notamment, investir 2 % de plus du PIB dans les infrastructures sociales afin de créer et de maintenir des services de santé publique, d'éducation, de logement et de soins sexotransformateurs de meilleure qualité pour les personnes les plus marginalisées, de réduire le travail des femmes dans le domaine des soins non rémunérés et de créer des emplois décents pour les femmes.
- Reconnaître - le refléter dans les engagements du G7 - que les femmes exécutent plus de 76 % du travail non rémunéré dans le monde<sup>3</sup> et que les soins non rémunérés et rémunérés dispensés à la maison ou dans la communauté constituent par conséquent une priorité en matière de justice. Il faut que les politiques nationales et internationales (incluant l'APD) accordent de toute urgence une attention particulière aux régimes de prévoyance sociale, notamment la protection sociale, le travail décent et le droit au repos et aux loisirs pour les femmes et les jeunes filles. Dans les régions où les femmes sont aux prises avec des lois et des politiques patriarcales singulièrement odieuses, la restructuration politique, la transformation sociale et l'économie des soins se doivent d'être une priorité de développement en droit et en pratique.
- Financer un fonds de protection sociale mondial pour stimuler la mise en œuvre de plans nationaux de protection universelle financés par des fonds publics pour les pays à revenu faible et intermédiaire.

## APPROCHES SEXOTRANSFORMATRICES POUR FINANCER LE DÉVELOPPEMENT

- Soutenir, promouvoir et renforcer les efforts pour transformer en fonction des droits humains et des principes d'équité et de démocratie l'architecture de financement mondiale; et promouvoir, adopter et parfaire des approches sexotransformatrices pour élaborer les budgets et les politiques fiscales.
- Faire avancer les discussions sur l'élaboration d'indicateurs économiques mondiaux qui « débordent le cadre du PIB » et s'appuient sur une analyse et une réflexion féministes.
- Appuyer l'adoption d'un nouveau mécanisme ou d'une nouvelle convention multilatérale onusienne pour l'annulation ou le règlement de la dette souveraine afin de soutenir la restructuration ou l'annulation de façon équitable et transparente des dettes des États envers tous leurs créanciers, y compris les créanciers privés. La restructuration et l'annulation des dettes devraient se fonder sur une évaluation de la viabilité de l'endettement qui intègre véritablement les évaluations et les audits entourant le financement de la lutte contre le changement climatique, l'égalité entre les sexes et les droits humains.
- Entreprendre de manière constructive des négociations en vue de l'adoption [d'une convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale](#) et accélérer l'avancement de l'engagement du G20 d'imposer les super-riches.
- Stopper les mouvements de fonds illicites, notamment les évasions fiscales transfrontalières, s'attaquer aux paradis fiscaux et mettre fin au système « de nivellement par le bas » des incitatifs fiscaux (notamment exiger, entre autres mesures, des rapports de chaque pays et la divulgation de propriété véritable). Ces mesures devraient inclure l'examen et la modification des traités d'imposition double conclus avec les pays du Sud pour contrer les échappatoires qui facilitent l'évitement fiscal et contribuent aux inégalités de richesse.
- Cesser d'investir dans les combustibles fossiles et les régimes militaires et carcéraux, réglementer le secteur financier et réorienter les budgets pour investir dans les soins, les services publics et les personnes qui défendent les droits humains.
- Soutenir un mécanisme global d'imposition pour les sociétés numériques afin que ces entreprises paient leur juste part aux pays dans lesquelles elles réalisent des profits sans pour autant y laisser d'empreintes physiques.

2 OIT, 2018.

- Annuler le Règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) dans les accords de commerce et d'investissements et soutenir l'établissement d'un cadre global pour les investissements internationaux fondé sur le principe de la réparation, qui remplace le RDIE par un régime appuyé sur la coopération, la reddition de comptes et la transparence, qui reconnaît la primauté des droits humains et qui donne priorité au développement durable.
- Soutenir les initiatives de développement dirigées par des organismes de la société civile et l'établissement d'un traité contraignant des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains.

## TRAVAIL

- Promouvoir le travail décent par la ratification, le financement et le renforcement des conventions de l'OIT portant sur la négociation collective, la liberté d'association, les travailleurs et travailleuses domestiques (189) et l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail (190).
- Éliminer les écarts persistants de rémunération et en matière de régimes de retraite entre les hommes et les femmes.
- Fournir des mesures de soutien adaptées pour les femmes entrepreneurs et veiller à ce qu'elles aient un accès égal aux diverses possibilités de financement, de marchés et d'approvisionnement, y compris à l'approvisionnement public.

## TECHNOLOGIE

- Investir à l'échelle nationale et mondiale dans des programmes d'éducation sexotransformateurs qui mettent l'accent sur la littératie numérique, l'éducation à la sexualité prônant des formes de masculinité positives, la participation des femmes aux STIM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) et des hommes à SEAL (santé, éducation, administration et littératie); et investir dans des campagnes publiques pour mettre fin aux stéréotypes sexuels.
- Pallier à l'exclusion et à l'exploitation des travailleurs et travailleuses touchés par les changements climatiques et dont les moyens de subsistance sont perturbés par la cocréation technologique et la mise à niveau des compétences.
- Veiller à ce que la numérisation soit équitable, inclusive et juste pour les femmes, assurant la protection des apprenants et le respect de la vie privée. Investir prioritairement dans des technologies appropriées et adaptées au contexte et prioriser les communautés et les apprenants les plus pauvres et les plus exclus.
- Prioriser le développement et le déploiement des technologies de façon éthique et sans causer de tort en donnant place et pouvoir à tous les êtres humains dont les données sont utilisées pour le développement et le déploiement de telles technologies.
- Répartir équitablement les avantages de la technologie au moyen des paradigmes de transfert des technologies et des connaissances.

---

## 3. TRAVAILLER ENSEMBLE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

Les efforts consentis pour contrer le réchauffement de la planète sont inadéquats - les pays du G7 ne comptent que pour 10 % de la population mondiale, mais produisent plus de 25 % des émissions. Les catastrophes météorologiques grandissantes causent plus de décès, de souffrance, de déplacements et de pertes économiques et touchent de façon disproportionnée les femmes, les jeunes filles et les communautés marginalisées. Les conflits croissants aggravent la crise climatique en détruisant les terres fertiles, en polluant l'air et l'eau et en faisant revivre des maladies et ils feront potentiellement basculer 158 millions de femmes et de jeunes filles de plus dans la pauvreté extrême d'ici 2050.

Au cœur de ces difficultés, des féministes et des militantes autochtones mènent la lutte pour le climat dans des lignes de défense du territoire locales ou de grandes orientations stratégiques. Malgré des risques considérables et un financement minime, leurs points de vue et leurs revendications méritent d'avoir une incidence déterminante sur les résultats et les engagements du G7.



## ACTIONS

- Prioriser et considérer des stratégies de justice climatique qui intègrent les pertes et les dommages causés par le climat, la santé des océans, la réduction des risques de catastrophes et la fin de la destruction de la biodiversité et l'écocide.
- Tenir compte des écarts d'émissions militaires, incluant les émissions produites par les militaires et par la production de leurs armes et des autres équipements ainsi que des effets sur l'environnement des conflits militaires.
- S'affranchir de la dépendance économique aux combustibles fossiles, à l'exploitation minière et aux autres industries d'extraction nocives et réduire l'apport du commerce mondial aux émissions de carbone.
- S'engager à assurer une transition verte juste et **équitable** pour les femmes en démantelant les systèmes d'extraction, d'exploitation et d'oppression touchant tout à la fois les personnes et la planète. Adopter des solutions qui affranchissent de la dépendance au carbone tout en priorisant les droits humains et une justice redistributive. Soutenir les femmes et les groupes marginalisés en reconnaissant, redistribuant et rémunérant le travail non payé lié aux soins, en assurant leur accès à des emplois décents et verts, en remédiant à la ségrégation professionnelle dans l'économie verte. Transférer le pouvoir économique vers les coopératives locales dirigées par les travailleuses et travailleurs et soutenir les micros, petites et moyennes entreprises afin de favoriser la résilience communautaire.
- Se détourner des fausses solutions climatiques qui retardent l'adoption de mesures véritablement efficaces pour enrayer la crise climatique. Ces fausses solutions sont les biocarburants, la consommation énergétique nette zéro, le commerce du carbone, les mesures d'atténuation, la géo-ingénierie et la séquestration du carbone dans le sol par des pratiques agricoles.
- Créer et mettre en œuvre des mécanismes de reddition de comptes pour tenir les sociétés établies dans les pays du G7 responsables des violations en matière d'environnement et de droits humains (en accordant une attention spéciale aux femmes et aux personnes qui défendent les droits autochtones et des droits territoriaux). Assurer la cohérence avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et le respect du principe du consentement préalable, libre et éclairé.
- Porter rigoureusement **attention** à l'analyse sexospécifique et à ses objectifs dans toutes les discussions sur le climat.

## FINANCEMENT

- Fonder l'architecture du financement de la lutte contre le changement climatique sur **les principes du féminisme décolonial pour la restauration et la réparation**. Dissuader et réduire les investissements dans l'énergie issue des combustibles fossiles, lesquels correspondent présentement à 1 billion USD, afin d'assurer la cohérence et la compatibilité avec la hausse rapide des investissements dans les énergies renouvelables.
- Fournir un financement pour la lutte contre le changement climatique prévisible, suffisant, transparent et responsable sous forme de subventions et non de prêts ou de dettes de type échange dette-nature. Adopter un objectif minimum de 1 billion USD par année, sommes versées sous forme de subventions ou d'équivalents-subvention par les pays industrialisés aux pays en voie de développement afin de répondre aux besoins de ceux-ci.
- Appuyer, financer et mettre en œuvre dans leur entièreté le Programme de travail renforcé de dix ans de Lima relatif au genre et le nouveau plan d'action attendu en faveur de l'égalité des sexes de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.
- Faire preuve de cohérence et d'ambition et fournir dans les plus brefs délais les ressources requises pour l'application de la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques et les plans d'action en faveur de l'égalité des sexes de Sendai.

- Mettre en place de nouveaux modèles de prestation sexospécifiques et consentir des ressources aux mécanismes existants comme les fonds pour soutenir les femmes et l'environnement et les organisations afin de permettre aux organisations de femmes sur le terrain, aux peuples autochtones et aux collectivités locales d'avoir directement accès au financement pour la lutte contre le changement climatique et afin d'appuyer le travail sur les pertes et les dommages subis, la capacité d'adaptation, la réduction des risques de catastrophes et les interventions dans les catastrophes ainsi que la résilience des communautés au moyen de la réalisation des droits.
- Reconnaître les politiques, les programmes et les plans de transition justes - p. ex., les processus de dialogue social et de consultation, les politiques de protection sociale, notamment les politiques en matière de soins - comme étant des mesures qui soutiennent l'ambition climatique et, par conséquent, qui sont admissibles au financement pour la lutte contre le changement climatique.
- Renforcer la transparence et faire le suivi des fonds alloués à la lutte contre le changement climatique, ce qui comprend publier les données détaillées disponibles et les ventiler également en fonction du financement versé aux peuples autochtones, aux collectivités locales, aux femmes et aux jeunes et de la distribution géographique, entre autres choses.
- Allouer au minimum 15 % du financement pour la lutte contre le changement climatique de l'Aide publique au développement à des initiatives dont l'objectif principal est l'égalité entre les sexes et augmenter de façon marquée les ressources accordées aux organismes dirigés par des femmes

## LEADERSHIP

- Assurer la participation équitable des femmes dans toute leur diversité et leur accorder un rôle de leadership dans les discussions sur le climat et dans les instances et processus décisionnels. Notamment, nous soulignons l'urgence de reconnaître le leadership des femmes autochtones à travers le monde, dans les pays africains, les petits États insulaires en développement, les pays en voie de développement enclavés et les pays les moins avancés, entre autres.

## 4. CONSTRUIRE UN MONDE PLUS PACIFIQUE ET PLUS SÛR

La décolonisation, la démilitarisation et la paix véritable doivent être à l'avant-plan de l'ordre du jour du G7, car les conflits en cours ont des conséquences néfastes sur des générations. Les legs coloniaux - allant de l'exploitation économique en passant par l'utilisation néocolonialiste des frontières, des prêts et des tarifs douaniers - continuent de déstabiliser les sociétés. Nous demandons la décolonisation des institutions par-delà la religion, la justice, l'éducation, la santé, la finance et la politique ainsi que le dédommagement immédiat pour les préjudices historiques subis, spécialement pour les peuples autochtones et les femmes marginalisées qui font les frais de ces injustices.

2025 marque le 25<sup>e</sup> anniversaire de la résolution 1325 du CSNU et du Programme mondial sur les femmes, la paix et la sécurité. Manifestement, les engagements passés du G7 sont demeurés superficiels. Au lieu de considérer le programme sur les FPS comme un simple ajout se limitant à la violence sexuelle lors de conflits ou à la participation militaire des femmes, nous avons besoin d'une approche transformatrice reconnaissant pleinement le lien entre les inégalités de genre et les conflits.

## MILITARISME ET DÉSARMEMENT

- Renverser la tendance à l'augmentation des dépenses militaires et investir dans des solutions diplomatiques aux conflits.
- Ratifier et appliquer vigoureusement les accords, les conventions et les traités internationaux de désarmement incluant, mais sans s'y limiter, [le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires](#), le Traité sur le commerce des armes, le Traité d'Ottawa bannissant les mines antipersonnel et la Convention sur les armes à sous-munitions.

- Cesser le financement, l'achat, la production et le commerce des armes et des munitions. Le G7 devra envisager des mesures concrètes pour se retirer des alliances de sécurité et militaires et des bases militaires à l'étranger, car cette participation ne fait que contribuer à la dispersion des ressources et entrave l'instauration d'une paix déterminée par la population, notamment dans les pays du Sud.
- Mener des discussions à l'échelle mondiale afin d'interdire les systèmes d'armement autonomes qui ciblent les personnes et exiger que tous ces systèmes soient sous le contrôle d'humains.
- Prioriser l'adoption et la mise en œuvre de programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion dans les zones de conflits.
- Obliger les acteurs militaires privés à respecter les lignes directrices du document de Montreux, les règles applicables établies en vertu du droit international et humanitaire ainsi que les lois relatives aux droits humains.
- Reconnaître les conséquences de l'occupation continue, des conflits endémiques et de l'éradication intentionnelle de vies et de moyens de subsistance.
- Faire de la réduction dans les plus brefs délais du nombre de bases militaires une priorité absolue du G7, notamment réduire le nombre massif de bases étatsuniennes - 750 dans 80 pays - et les 100 bases militaires du R.-U. dans le monde; aussi, réduire les exercices militaires, incluant mettre fin au RIMPAC auquel participent la plupart des pays du G7 sur les côtes d'Hawaï.

## FINANCEMENT ET ALLOCATION DE RESSOURCES

- Augmenter considérablement les ressources allouées aux organisations et aux réseaux de consolidation de la paix dirigés par des femmes. Consentir au moins 15 % de l'Aide publique au développement (APD) destinée aux États fragiles ou touchés par des conflits au Marqueur de la politique d'aide à l'appui de l'égalité homme-femme créé par le CAD-OCDE ; et veiller à ce que 10 % de ces sommes soient directement versés aux organismes de défense des droits des femmes et à des organisations dirigées par des femmes.

## RÉSOLUTION DES CONFLITS ET CONSOLIDATION DE LA PAIX

- Faciliter la participation, la représentation et l'influence pleines et entières, permanentes et significatives des femmes dans toute leur diversité à la prévention de conflits, à la restauration de la justice après les conflits et à la préparation aux catastrophes et soutenir leur leadership.
- Respecter le droit international (incluant les décisions et les mesures prises par la Cour pénale internationale et par la Commission internationale des juristes) et demander aux autres États et à des acteurs non étatiques engagés dans des conflits armés à faire de même.
- S'engager à mettre fin à l'impunité et déployer des mécanismes de justice transitoires auxquels participent de manière significative les communautés les plus vulnérables des zones de conflits, tout en assurant aux survivantes et survivants de violence sexuelle reliée aux conflits le droit à réparation et guérison.

## SÉCURITÉ

- Reconnaître la désinformation relative au genre (incluant la violence sexuelle assistée par la technologie) en tant que menace à la sécurité nationale et inclure des mesures pour y remédier dans toutes les discussions sur la sécurité.
- Approfondir l'analyse du lien entre le genre, le climat et la sécurité, amplifier les voix des militantes et des militants et définir les synergies possibles.
- Prendre des mesures concrètes pour contrer la violence sexuelle reliée à des conflits, la prévenir et y répondre.

## PLANS D'ACTION NATIONAUX POUR LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ (FPS)

- Actualiser les plans d'action nationaux pour les FPS dans les pays du G7 afin qu'ils intègrent des objectifs, des budgets, des cibles et des indicateurs à la fois nationaux et internationaux, ainsi que des mécanismes de reddition de comptes.
- Conformément à la recommandation du secrétaire général des Nations Unies, multiplier par quatre le financement consenti aux organisations de défense des droits des femmes dans des États fragiles et touchés par des conflits.
- Associer les jeunes militantes et militants à la démarche et tenir compte de leurs points de vue dans les délibérations nationales et internationales.

## 5. LES TECHNOLOGIES ÉMERGENTES SOUTIENNENT LES SOCIÉTÉS ET LES ÉCONOMIES QUI PRÔNENT L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES.

Au cours des sept dernières années, le G7 a pris de solides engagements théoriques en vue d'augmenter la participation des femmes en STIM et de colmater la fracture numérique, mais leur mise en œuvre s'est butée à des obstacles. Récemment les discussions ont porté sur l'intégration des perspectives de genre dans la gouvernance technologique afin de soutenir le leadership des femmes dans les technologies émergentes et d'aborder le problème des biais algorithmiques. Toutefois, il existe une fracture entre les engagements de haut niveau et leur mise en œuvre concrète.

En outre, les préoccupations des féministes relatives aux technologies émergentes sont beaucoup plus vastes. En raison du rythme rapide des changements technologiques, les États ont du mal à suivre la cadence. Il faut une réglementation pour assurer la reddition de comptes et restreindre le développement potentiellement dangereux.

- Éliminer la fracture numérique entre les hommes et les femmes (présentement les femmes sont **21 % moins susceptibles** d'utiliser Internet que les hommes).
- Instituer des protocoles de sécurité publique maximale, adopter des règlements régissant l'IA, et veiller à leur application. Prioriser les initiatives pour contrer le manque de transparence des sociétés appartenant à des milliardaires en ce qui concerne les risques et les limites de leurs applications d'IA.
- Se donner comme objectif prioritaire l'égalité entre les sexes et le respect des droits humains au moment même de la conception et de la construction des systèmes d'IA.
- Soutenir les efforts pour accroître la participation des femmes dans toute leur diversité au développement de l'IA. Ce qui comprend de favoriser et d'accroître l'accès rapide et équitable des femmes aux programmes d'éducation en STIM et en TIC et aux **carrières** dans le domaine et leur reconnaître le leadership.
- Prendre des moyens concrets pour s'attaquer à la violence sexuelle assistée par les technologies et solliciter la participation des personnes survivantes.
- Régir les effets sur l'environnement de l'IA en adoptant des pratiques durables au chapitre du développement de l'infrastructure, de la consommation d'énergie et de la gestion des déchets.
- Établir des cadres de gouvernance robustes pour les activités spatiales démilitarisées et décolonisées dans l'espace. Ces cadres devraient correspondre au droit de l'espace extra-atmosphérique et à la Charte de l'ONU, ainsi qu'à la Déclaration relative aux droits des peuples autochtones pour prendre en compte, inclure et permettre l'utilisation de plusieurs technologies pour des activités spatiales.

## 6. ASSURER LA REDDITION DE COMPTES ET LE FINANCEMENT

Le G7 doit être tenu de rendre compte de ses engagements envers les droits humains des femmes et la justice de genre. L'allocation de ressources, la surveillance, les rapports publics, les données améliorées, l'évaluation des retombées sont autant de moyens de soutenir la mise en œuvre des engagements et leur efficacité.

Que ce soit la Déclaration de Beijing, le Plan d'action pour les FPS, la CEDEF ou les organisations de défense des droits des femmes, à ce jour les ressources et les investissements n'ont pas été à la hauteur des ambitions énoncées. Les délibérations du G7 sont une occasion de reconnaître l'importance vitale des mouvements féministes et de leur consacrer de nouvelles ressources.

Nous reconnaissons les progrès présentés dans le [Tableau de bord sur les inégalités entre les sexes](#), lequel rend compte des avancées dans les pays du G7. Il s'agit d'un point de départ utile. D'autres investissements et méthodologies d'évaluation sont nécessaires.

### ALLOCATION DE RESSOURCES

- Fournir un financement robuste, ambitieux et durable aux organisations nationales, régionales et internationales de femmes et par l'intermédiaire de l'APD. [Le cadre commun des demandes](#), « The Walking the Talk », décrit des stratégies pour y parvenir et met l'accent sur les objectifs de l'APD.
- Instituer des réparations pour le racisme institutionnalisé et la détérioration du climat afin de faire progresser la justice raciale, climatique et économique à l'aide d'engagements de non-répétition, de restitution, d'indemnisation, de réadaptation et de règlements d'indemnités.

### DONNÉES

- Reconnaître l'importance des [données sexospécifiques](#) dans toutes les discussions sur les politiques du G7 et s'engager à les utiliser systématiquement pour surveiller les résultats des politiques.
- Annoncer un financement neuf pour des [initiatives de collecte de données sexospécifiques](#) (développement des compétences, diffusion, renforcement méthodologique, travail dans des secteurs clés, etc.) à l'échelle nationale et dans l'APD.

### RAPPORTS

- Produire un rapport annuel sur le suivi des engagements du G7 relatifs aux droits humains des femmes et à l'égalité entre les sexes.
- Produire un rapport sur les effets, les réalisations et les leçons à tirer des engagements passés du G7 en matière d'égalité de genre, notamment l'Initiative de partenariats du G7 pour les femmes, la paix et la sécurité (2018), la Déclaration de Whistler sur l'égalité des genres et le Renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans l'action humanitaire (2018).